



Situer le contexte

On voit les convictions profondes d'un État envers les principes de justice et d'équité à sa façon de répartir entre ses citoyens à la fois les bénéfices et le fardeau qui accompagnent le fait d'appartenir à cet État. En dénonçant les écarts de revenu grandissants entre les riches et les pauvres dans nos sociétés, Dianne Woloschuk ouvre un débat sur l'équité et la justice sociale qui sera au centre de tous les échanges en ce Forum de la présidente de 2014. Alors que le contrat social de l'après-guerre cherchait à établir un équilibre entre les intérêts des entreprises et ceux des travailleuses et travailleurs, un virage politique a marqué la crise énergétique du début des années 1970 et entamé une érosion de l'égalité sociale.

Cette inégalité, les enseignantes et enseignants la voient et la vivent, jour après jour, dans leur classe. Et quand les organisations de l'enseignement nous invitent à instaurer activement l'équité et la justice sociale dans les écoles, elles demandent que nous élargissions le débat pour tenir compte de la grande diversité des besoins de tous les membres de notre société. Elles suggèrent que nous revenions à l'objectif fondamental de l'éducation publique : apprendre aux élèves à ÊTRE ce qu'ils sont et à l'ÊTRE ENSEMBLE ou, autrement dit, leur permettre d'aller au bout de leur potentiel et renforcer ce faisant la communauté.

Récemment, des forces interviennent pour pousser le débat sur la voie d'une éducation publique non plus « gratuite », mais « abordable »; d'une éducation non plus de « qualité supérieure », mais « la meilleure possible »; et d'une éducation publique de plus en plus soumise aux forces du marché et délaissée par l'État. Le débat s'ankylose sur les questions de littératie et de numératie, et on finit par oublier que l'éducation, c'est avant tout une entreprise profondément humaine. Et l'équité et la justice sociale ne deviendront une réalité dans notre société démocratique que si nous recentrons notre attention sur toutes ces personnes qui forment le ciment de notre système d'éducation.

Dianne Woloschuk

ROB SANTOS, PH. D.

Les enfants pauvres

M. Rob Santos nous a expliqué d'emblée que les cinq premières années de la vie d'un enfant jettent les bases de son avenir. Il a cité le Conseil national de recherches du Canada et l'Institute of Medicine qui disent :

[Traduction libre] « Ce qui se produit durant les premiers mois et les premières années de la vie a beaucoup d'importance. Ce n'est pas seulement parce qu'alors s'imprime le brouillon indélébile du bien-être futur, mais aussi **parce que cette période prépare le terrain pour un avenir ou bien solide ou bien fragile.** »

En s'appuyant sur les résultats d'études sur le cerveau et sur les effets de la pauvreté et d'autres facteurs de stress sur le développement cérébral, Rob Santos a défendu avec conviction l'importance de favoriser le bon développement de la petite enfance. Selon lui, trois concepts sous-tendent ce développement :

- Les expériences construisent l'architecture du cerveau, et encore plus les premières années;
- Les interactions influencent la formation des circuits neuronaux, et il faut offrir aux enfants davantage d'environnements stimulants où ils se sentent protégés;
- Le stress toxique fait dérailler un sain développement. Les facteurs de stress pendant les premières années de vie (comme la négligence poussée à l'extrême, le faible statut socioéconomique ou les mauvais traitements physiques) peuvent avoir des effets durables sur le cerveau.

Il a renforcé ce dernier point en citant une récente étude de Charles A. Nelson, parue dans *JAMA Pediatrics*, où l'auteur affirme que l'exposition à des difficultés à un jeune âge ne doit pas être vue comme étant moins toxique que l'exposition au plomb, à l'alcool ou à la cocaïne, et qu'elle mérite donc la même attention des autorités de santé publique.

Les effets de l'exposition toxique au stress passent parfois d'une génération à l'autre, ce qui peut expliquer pourquoi les effets négatifs du système des pensionnats continuent d'éprouver les nouvelles générations d'Autochtones.

Rob Santos nous a livré trois messages importants : pour améliorer les résultats scolaires, il faut absolument soutenir le développement de la petite enfance (du stade prénatal à l'âge de l'admission à l'école) et, par la suite, l'épanouissement des enfants d'âge scolaire :

- en multipliant les milieux stimulants;
- en réduisant les facteurs de stress toxiques ou en les atténuant (surtout la pauvreté);
- en développant la fonction exécutive et la capacité d'autorégulation des enfants (et de ceux qui s'occupent d'eux).

L'engagement parental et la nature de cet engagement jouent un rôle fondamental dans le succès de l'enfant. Citant la première dame Eleanor Roosevelt, Rob Santos nous invite à chercher l'équité et la justice dans tous nos petits gestes, au quotidien. Les enfants méritent ce que nous pouvons leur donner de meilleur, partout et en tous temps.

« Rob Santos a réussi à mettre ensemble et à présenter en un tout cohérent tout ce que les enseignants et enseignantes savent déjà, c'est-à-dire que le problème existe. Avec ses arguments, il nous donne les moyens de défendre avec conviction la nécessité d'éliminer la pauvreté et de combattre les préjugés à son égard dans nos classes. »

—Richard Goldfinch, APEQ

TABLE RONDE 1

Une riche discussion a eu lieu sur les manifestations de la pauvreté dans nos communautés. Voici un résumé des commentaires que nous avons recueillis.

La pauvreté dans la communauté

La pauvreté existe dans notre société, mais elle est souvent cachée. Qu'il s'agisse d'immigrants mal préparés, d'Autochtones en butte à l'iniquité ou de familles monoparentales, la pauvreté a toujours les mêmes effets. Les enfants sont mal logés, mal nourris et mal habillés. Le sous-emploi chronique et les sources de stress

alimentent le désespoir, le sentiment d'exclusion et la maladie mentale. Le problème de la pauvreté n'est pas l'apanage des écoles. Les communautés doivent aussi s'en soucier. Dans les régions nordiques ou plus pauvres, le coût élevé de la vie et des transports fragilisent les communautés, sans parler des conséquences des pensionnats. (suite)



TABLE RONDE 1

Suite...

Être pauvre, c'est un emploi à temps plein. Il arrive que des parents pauvres participent moins à l'expérience scolaire de leurs enfants parce qu'ils consacrent tout leur temps à essayer de satisfaire les besoins « plus essentiels » de la famille. Ils manquent de temps, ne parlent pas la langue ou ne comprennent pas l'expérience scolaire. Faute de moyens, leurs enfants ne participent pas aux activités parascolaires et n'ont pas autant l'occasion de développer leurs capacités de coopérer. La pauvreté peut aussi attirer des comportements négatifs à l'école comme l'intimidation, une fréquentation insuffisante, le trafic de drogue, l'abandon et les grossesses juvéniles. Les enfants de familles pauvres sont moins susceptibles de tisser des liens avec d'autres et de participer au développement de leur communauté. Ils sont plus susceptibles d'abandonner leurs études et moins susceptibles de les poursuivre au niveau postsecondaire, même si cela les aiderait à rompre le cycle de la pauvreté.

Mesures que peuvent prendre les écoles et systèmes scolaires pour répondre aux besoins des enfants pauvres

Les mesures suggérées pour répondre aux besoins des enfants qui vivent dans la pauvreté sont allées de mesures locales dans les écoles à des mesures systémiques. Par exemple, il faudrait :

- des classes plus petites au début de la scolarité; des programmes de déjeuners et de diners; des programmes d'éducation de la petite enfance; et des services de garderie subventionnés;
- des écoles communautaires qui jouent le rôle de centres sociaux, en particulier dans les communautés plus petites, avec un complément de services sociaux assuré par des organismes provinciaux et des services de liaison avec les familles et les enfants;
- des politiques sociales qui permettent d'octroyer des fonds au dossier de la pauvreté et de fournir des équipements et des ressources (comme des terrains de jeu et des ordinateurs).

Au cours des discussions, les participants et participantes ont aussi parlé des controverses qui agitent leurs écoles : le fait que des enseignants et enseignantes achètent de la nourriture et des fournitures à leurs frais pour aider les enfants; le recours à des parrainages d'entreprises au lieu

de compter sur l'effort bénévole; les campagnes de collecte d'aliments menées par les écoles; et les programmes des « diners secrets » créés pour éliminer la stigmatisation qui accompagne l'aide.

Il faut que ça change!

Les participants et participantes ont proposé de nombreuses idées pour changer les choses :

- Il faut respecter les besoins de chacun tout en encourageant un esprit communautaire;
- Le principe de la justice sociale doit faire partie du curriculum;
- Les études sur la pauvreté sont un moyen de sensibiliser les élèves à la diversité de leur communauté;
- Il faut un agent de liaison à l'école qui connaisse les ressources de la communauté;
- Il faut reconnaître la diversité des élèves lors des événements scolaires. P. ex., la parade de Noël doit avoir des thèmes universels et accueillir des jeunes de tous les horizons;
- Les syndicats doivent travailler avec les écoles et le personnel enseignant pour clarifier la question de la pauvreté. La FCE doit être au centre des efforts et contrer les tentatives des gouvernements pour diviser leurs détracteurs;
- Il faut élaborer un plan de communication pour aider le personnel enseignant à mieux cerner les choses à faire. Il faut lancer quelques messages et les répéter. Il faut aussi dire tout ce que font les enseignants et enseignantes font pour compléter le milieu d'apprentissage;
- Il faut un engagement plus ferme en faveur des programmes préscolaires et de la satisfaction des besoins fondamentaux des enfants pauvres;
- Il faut réduire la taille des classes;
- Il faut offrir un soutien aux survivants et survivantes des pensionnats;
- Il faut offrir des services de traduction et d'hébergement aux immigrants d'une autre langue et culture;
- Nos dirigeants et dirigeantes doivent s'entendre sur l'élaboration d'une stratégie à long terme pour éradiquer la pauvreté.

MICHEAL PIETRUS

Changer les mentalités



Chaque année, on sait qu'un Canadien ou une Canadienne sur cinq connaît un problème de santé mentale. Au total, 70 % des adultes ayant une maladie mentale disent que les premières manifestations sont apparues avant l'âge de 18 ans, 40 % des parents ont dit qu'ils n'auraient pas admis facilement qu'ils avaient un enfant souffrant d'une maladie mentale, et 60 % des jeunes de 25 ans ou moins traités pour une maladie mentale disent être victimes de stigmatisation. Ces statistiques troublantes, nous les avons entendues de

la bouche de Micheal Pietrus, directeur de l'initiative Changer les mentalités. Cette initiative de 10 ans, lancée par la Commission canadienne de la santé mentale pour venir à bout de la stigmatisation et de la discrimination, vise à changer les attitudes et les comportements des Canadiens et des Canadiennes face à la maladie mentale. Micheal Pietrus a expliqué que la stigmatisation s'entend des attitudes négatives et préjudiciables ainsi que des comportements qui en découlent, que c'est une forme de préjugé qui est source de peur et de désinformation, étiquette les gens et perpétue les stéréotypes, et qu'elle peut engendrer de la discrimination et rendre la vie encore plus difficile pour les personnes atteintes d'une maladie mentale. La stigmatisation empêche les personnes d'aller chercher de l'aide. Or, une intervention précoce est davantage garante de succès. Une approche prometteuse pour éradiquer la stigmatisation est celle de la sensibilisation par l'interaction. C'est écouter un conférencier ou une conférencière parler de son expérience de la maladie mentale, de ce qu'il ou elle a fait pour se guérir ou pour mieux vivre avec. De l'initiative Changer les mentalités, Micheal Pietrus a retenu les leçons suivantes : Les interventions sans suivi ne fonctionnent pas; il faut prévoir des rappels; la participation volontaire ne donne guère de résultats; les interventions qui visent la sensibilisation par l'interaction ne sont pas toutes efficaces; les grandes campagnes médiatiques n'aident pas à changer les mentalités; il est plus facile de changer les comportements, mais les mentalités suivront; et il faut des réseaux et des champions provenant de la base.

LINDA LALANDE

Les besoins des nouveaux arrivants au Canada

Linda Lalande est la directrice de l'Immigrant Centre de Winnipeg dont la mission est d'offrir au Manitoba des services d'immigration et d'établissement novateurs et de qualité. Elle nous a donné un aperçu des nombreux services proposés par le Centre et décrit quelques-uns des programmes et activités que les jeunes nouvellement arrivés au Canada apprécient. Ces programmes et activités les aident à s'intégrer et à mieux vivre leur expérience scolaire. Il s'agit, entre autres :



- de créer des endroits surs à l'école pour les jeunes qui risquent d'être victimes d'intimidation;
- d'organiser des activités qui encouragent les jeunes, les aident à trouver des modèles et des mentors;
- d'offrir aux jeunes d'autres lieux surs où se rencontrer en été et en hiver;
- de proposer des programmes qui aident les parents à mieux comprendre la vulnérabilité des jeunes;
- d'inviter les enseignants et enseignantes à dire aux jeunes nouvellement arrivés qu'ils comprennent les différences culturelles;
- de sensibiliser les enseignants et enseignantes, d'un point de vue culturel, aux mots à employer avec un ou une jeune nouvellement arrivé;
- d'amener les enseignants et enseignantes à comprendre les difficultés que rencontrent les jeunes nouvellement arrivés;
- d'avoir une personne multilingue pour faire le lien entre les parents et les enseignants et enseignantes (une sorte de « numéro d'urgence »);
- de fournir de l'information et des conseils au sujet des prêts d'études pour les élèves et les parents.

En travaillant avec les écoles, l'Immigrant Centre contribue à créer une communauté plus accueillante.

PETER WOHLGEMUT

Des salles de classe pas si sûres

Peter Wohlgemut nous a raconté l'histoire d'une école élémentaire, dans une région rurale du Manitoba, où certains de ses collègues et lui ont affiché des cartes (dites « alliée ») dans leurs classes et les couloirs en témoignage de soutien aux minorités sexuelles et de genre. Ce geste a suscité un vif débat avec les parents et la direction de l'école. Au bout du compte, le conseil scolaire a obligé les enseignants et enseignantes à retirer les cartes. Cette histoire troublante a inspiré à Kate Reid une chanson dont voici le refrain :

*Altona, Altona, Altona, Manitoba
Certains de tes enfants, assurément
Pourraient un jour être gais
Alors rejoins-nous dans le XXI^e siècle et
Cesse de faire l'autruche
Parlons de diversité
De bisexualité et de transsexualité
Ou le monde tournera sans toi
En chantant bye-bye, Altona,
Heureux d'avoir fait ta connaissance!*

Peter a conclu son récit en soulignant qu'une salle de classe ne peut être sûre, ou même inclusive, si les élèves doivent y cacher leur identité ou celle des gens qu'ils aiment.



GAIL KLINCK

Quand les leçons viennent des élèves



Avant de devenir enseignante, Gail Klinck a occupé un certain nombre de postes dont celui de spécialiste des affaires patrimoniales et culturelles à la Townshippers' Association. Ayant participé au projet de la FCE sur la pauvreté, Gail a relaté son expérience dans les Cantons de l'Est, au Québec, où ses élèves lui ont ouvert les yeux sur la pauvreté. Au début du projet, ses élèves en savaient très peu sur le sujet. Ils associaient souvent la pauvreté à l'itinérance. Les enfants des familles pauvres de la région ne se voyaient pas forcément comme « des pauvres ». Ils ont les mêmes gadgets que les autres; ce qui leur manque, ce sont les vêtements ou le petit vernis en plus. Les habitants et habitantes des communautés rurales pauvres s'appuient souvent sur des systèmes de soutien, comme le troc. Il existe dans la région un groupe qu'on appelle les « hidden homeless » (ou « sans domicile fixe »), constitué de familles vivant avec d'autres, faute de moyens, ou de personnes vivant dans des usines désaffectées. La minorité anglophone de la région est particulièrement vulnérable à la pauvreté. Leur connaissance limitée du français décourage certaines personnes d'aller chercher de l'aide et leur bloque l'accès à l'emploi. Avec l'adoption de la *Loi 101*, bon nombre des résidents anglophones ont choisi de quitter la province et ont laissé derrière eux des communautés dévitalisées. Gail a conclu sa présentation en rappelant que nous devons appuyer les efforts de nos élèves pour trouver des solutions aux problèmes sociaux et que nous ne pouvons nous contenter du rôle d'observatrices et observateurs passifs.

« Le thème du Forum sur la justice sociale, est comme un cadeau, et une fontaine de jouvence, parce que l'on parle de notre humanité. Trop souvent, nous entendons parler de la toxicité de la discrimination et ce sujet est un débat public que nous devons avoir dans les écoles et dans tous les domaines de la société. »

—Sylvie Liechtele, SEPF.

CAROL JOLIN

L'égalité linguistique

Élevé au Québec, Carol Jolin ne s'inquiétait pas de ses droits linguistiques qui, pensait-il à l'époque, allaient de soi. Cette tranquillité d'esprit, il l'a perdue quand il a déménagé pour aller enseigner dans des écoles de langue française en Ontario. M. Jolin a été choqué de découvrir la rareté des ressources offertes à ces écoles. Il devait créer lui-même ses ressources ou traduire des ressources conçues pour les écoles anglaises.

Quelle que soit la matière, le manque de ressources en français était affligeant. C'était la direction du système scolaire anglais qui décidait ce dont avaient besoin les enseignants du système francophone. Le manque d'argent faisait que les enseignants devaient utiliser du matériel pédagogique dépassé.

Le paternalisme du système anglais s'étendait au-delà du programme d'enseignement et des ressources pour influencer jusqu'à la négociation collective et l'administration du système. Sentant sa

frustration croître, Carol s'est joint à l'AEFO et à son action pour que les francophones puissent gérer eux-mêmes leurs écoles.

Avec l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés, les francophones de l'Ontario ont finalement pu s'appuyer sur le droit pour obtenir leur autonomie. Un système scolaire indépendant de langue française a vu le jour. Cela dit, il reste encore beaucoup à faire, nous avertit Carol Jolin. Certains parents ont encore le sentiment qu'il vaut mieux transférer leurs enfants au système scolaire anglais pour préparer leurs études postsecondaires. La création d'une université de langue française en Ontario contribuerait beaucoup à résoudre ce problème. Quand on connaît la ténacité dont fait preuve Carol Jolin, on peut se dire que la création de cette université n'est qu'une question de temps.



TABLE RONDE 2

Récits

Les expériences personnelles que les participantes et participants ont racontées aujourd'hui étaient riches et variées. À l'instar de deux des conférenciers et conférencières en séance plénière, plusieurs personnes ont parlé des défis qu'elles doivent relever par rapport aux droits linguistiques. Voici trois courts résumés qui illustrent l'ampleur et la profondeur de nos expériences personnelles associées à l'apprentissage de l'équité.

Une participante nous a parlé de son enfant qui a redoublé sa 12^e année parce qu'elle avait manqué de trop nombreux jours d'école à cause d'une maladie mentale. C'était il y a 11 ans et, à l'époque, on ne parlait pas ouvertement de la maladie mentale. Inquiète, cette mère a consulté une conseillère en orientation dans l'espoir de mettre au point un système qui aiderait les gens à mieux comprendre son enfant et contribuerait à assurer sa sécurité. Elles ont échangé leurs numéros de téléphone et élaboré un protocole selon lequel l'une et l'autre seraient informées si l'élève éprouvait des difficultés. Cette collaboration a permis de mettre en place les conditions qui allaient aider l'élève à obtenir par la suite un diplôme universitaire de premier cycle en théâtre. Cette même élève fait actuellement des études en éducation de la petite enfance.

Un ami d'un participant étudiait pour devenir enseignant. Cet ami, gai, terminait un stage dans une école secondaire de Winnipeg, il y a six ans, quand, au milieu de son stage, un responsable de la division scolaire a tenté de le faire renvoyer parce qu'il était considéré comme « inacceptable pour leur système ». Ce responsable ne s'est arrêté qu'à l'apparence de l'enseignant en insistant sur le fait qu'il portait une boucle d'oreille et que ses vêtements, sa démarche et sa façon de parler étaient inappropriés.

Enfin, un enseignant d'anglais du secondaire a parlé d'une occasion qu'il a eu d'apprendre de ses élèves. Cet enseignant avait l'habitude d'étudier en classe le roman *À l'Ouest, rien de nouveau*. Pendant son cours, un élève originaire du Rwanda a décrit le périple qu'a effectué sa famille pour échapper au génocide. En écoutant son élève raconter son histoire, l'enseignant a compris que l'étude de ce roman, en plus de présenter certains risques, ne convenait pas à tous les élèves en raison de leurs diverses expériences de vie.

De toutes les tables de discussion est ressorti un important message : la nécessité d'agir, de tirer parti des leçons apprises de nos expériences et de les utiliser pour changer les choses.



« La répartition du revenu et de la richesse dans un État démocratique est étroitement liée à l'éthique politique de celui-ci et jette les fondements de son sens de la justice et de l'équité dans sa quête de croissance économique. Elle détermine aussi comment seront partagés par les citoyens et citoyennes les bénéfices de la croissance ou le fardeau du déclin. »

—Thomas Byrne Edsall

DARREN LUND, PH. D.

Boucler la boucle – Jour 1 du Forum de la présidente

Darren Lund a commencé par nous rappeler à quel point les discussions de la journée ont été riches et complexes, et donc très difficiles à résumer. Tour à tour, les conférenciers et conférencières ont exploré avec nous, sous des angles différents, les principes que Dianne Woloschuk a proposés pour faire le pont entre l'éducation et la justice sociale et l'équité. Plus la journée a avancé, plus s'est imposée à nous l'idée que le droit fondamental à la dignité est malheureusement en train de devenir un sujet de controverse. Nous avons compris aussi que personne ne sort indemne des atteintes aux droits de la personne. Dans sa présentation, Robert Santos a prouvé toute l'importance des premières années de vie; Micheal Pietrus a rappelé la nécessité d'éradiquer la stigmatisation; et Linda Lalande, qui a parlé du point de vue des immigrants et immigrantes au Canada, a cité des études et suggéré des moyens de mettre en pratique la justice sociale dans toute la société canadienne.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous avons entendu un appel à l'action. Certes, nous avons besoin d'un secteur public fort et efficace, mais il nous faut aussi pouvoir compter sur des personnes, en particulier des enseignants et enseignantes, prêtes à lutter pour préserver les droits de la personne. Aujourd'hui, nous avons entendu les histoires d'enseignants et enseignantes qui ont décidé de mettre en pratique les principes de justice sociale. Peter Wohlgemut nous a rappelés la valeur du courage et l'importance d'être des alliés. Gail Klinck a mis en évidence le lien entre l'état de minorité linguistique et les droits de la personne. Ce faisant, elle a levé le voile sur une forme de pauvreté

sur laquelle il est très facile de fermer les yeux. Carol Jolin a expliqué avec passion les difficultés vécues par les membres des minorités francophones, continuellement obligés de multiplier les efforts pour trouver des ressources et un soutien pertinents.

Dans l'ensemble, nous avons fini la journée avec le sentiment d'avoir beaucoup appris. À notre tour maintenant de mettre ces leçons en pratique avec nos élèves, nos districts scolaires, nos organisations de l'enseignement, et d'autres encore. Le moment est venu pour nous de passer à l'action. Et puis n'oublions pas les excellentes initiatives et les succès de nos écoles qui méritent tout notre appui et dont nous pouvons aussi tirer des leçons et de la fierté.

Pour finir, Darren Lund a cité feu son beau-père qui disait que les enseignantes et enseignants n'éduquent pas; mais avec dévouement ils « nourrissent » les jeunes esprits de leurs élèves et cet idéal d'éducation, il faut le protéger.



« Pour le développement de l'enfant et son succès scolaire à long terme, il lui faut absolument un milieu qui le nourrit et le stimule. C'est fondamental! »

—Julie Pauletig, FEO



Forum de la présidente
FORCES DE 2014
CHANGEMENT →
 L'équité et la justice sociale au cœur
 de l'éducation publique

LE MARDI 8 JUILLET 2014

DARREN LUND, PH.D., UNIVERSITY OF CALGARY

Être une enseignante ou un enseignant engagé

Dès le départ, M. Lund a capté notre attention avec des anecdotes pleines d'humour sur son passé d'enseignant du secondaire, « maintenant en convalescence », et sur une rencontre qu'il a eue avec une élève du secondaire. Celle-ci, à très juste titre a-t-il précisé, se voit comme étant une « source d'enseignement pour les enseignants ». Optant pour un ton positif, M. Lund a commencé par nous dire que l'idée de défendre la justice sociale au Canada ouvre toutes sortes de possibilités. En même temps, elle pose des défis très réels et notre politesse proverbiale, alliée à notre tendance culturelle à éviter les conflits, en font partie. Mais il y en a beaucoup d'autres, comme notre tendance à ne pas reconnaître certaines formes de discrimination, le caractère intangible des problèmes d'iniquité et d'injustice sociale, l'attention que les médias accordent aux immigrants « dangereux », les réactions négatives que suscitent les efforts en faveur de la diversité et l'occultation du racisme dans notre histoire.

Darren Lund nous a ensuite proposé une liste de moyens pratiques de nous engager activement pour la justice sociale et de couvrir, ce faisant, tout un éventail de possibilités : pratique quotidienne dans nos gestes et notre vocabulaire, réaction à des paroles déshumanisantes, remise en question des structures, systèmes et institutions, organisation politique, et bien d'autres. De façon générale, il a expliqué que le travail pour la justice sociale consistait à construire des relations. Il a présenté quelques projets inspirants auxquels il travaille en ce moment. Il nous a aussi raconté des histoires et montré des photographies de son expérience comme enseignant où il a fait ressortir, avec une profondeur et une bonne dose d'humour, le pouvoir que l'enseignement donne de construire des relations pour l'action en faveur de la justice sociale. Ce sont de solides relations entre les élèves et le personnel enseignant qui sont à

la base, par exemple, du programme « Students and Teachers Opposing Prejudice » (STOP) (étudiants et étudiantes et personnel enseignant contre les préjugés), un groupe d'activistes formé au départ par des élèves du secondaire désabusés. Le groupe a duré 20 ans et inspiré de nombreuses initiatives positives en faveur de la justice sociale, dont la toute première alliance de gais et d'hétérosexuels (à Red Deer) à la fin des années 1990.

Darren Lund a aussi parlé des merveilleuses conséquences du travail pour la justice sociale. Ainsi, il a rappelé la possibilité de faire de son école, de sa communauté ou de son milieu de travail des lieux de défense de la justice sociale par excellence, de devenir l'« allié » de quelqu'un qui en a besoin, de saluer les expériences de nos élèves et collègues, d'ouvrir nos élèves à des idées nouvelles, et d'avoir des conversations, certes difficiles, mais combien enrichissantes, sur la diversité.

Il nous a aussi fait voir le risque malheureux, mais réel, que représente ce genre de travail qui ne manque pas de susciter des réactions haineuses et beaucoup de résistance (sous la forme de lettres, d'appels, de menaces, de harcèlement et de poursuites en justice coûteuses...).

Pourtant, Darren Lund lance un autre appel à l'action et conclut en citant Tommy Douglas : [traduction libre] « Courage, mes amis. Il n'est pas trop tard pour créer un monde meilleur. »

Le site Web de l'Université Calgary (www.ucalgary.ca/dtoolkit/) offre de nombreuses ressources sur la justice sociale, l'apprentissage par le service, etc. Parmi les textes de Darren Lund à lire figurent : *Doing Democracy: Striving for Political Literacy and Social Justice* et *The Great White North: Exploring Whiteness, Privilege, and Identity in Education*.



PAUL OLSON

Principes directeurs, pratiques et écoles : Les écoles reçoivent-elles le soutien dont elles ont besoin?



Paul Olson a parlé du partenariat entre la Manitoba Teachers' Society (MTS) et le Musée canadien pour les droits de la personne, et noté la concordance de leurs mandats respectifs. La MTS a été la première organisation externe à contribuer au Musée. Paul Olson a insisté sur le processus démocratique et consensuel qui unit la direction de la MTS, les membres de son Conseil d'administration et les membres en général de la MTS.

Au fond, le Musée est une école fortement axée sur l'expérience et les élèves. Les expositions ont été conçues par des enseignants et enseignantes qui font partie du personnel du Musée. La salle de classe de la MTS au Musée sera une ressource précieuse pour les éducateurs et éducatrices, les élèves et le grand public.

Paul Olson, qui rappelle que la négociation collective fait aussi partie de la culture traditionnelle des organisations de l'enseignement, a décrit certaines des difficultés auxquelles elles se heurtent dans le climat actuel. En Colombie-Britannique, par exemple, le gouvernement a complètement rejeté la convention collective du personnel enseignant. Cette affaire est allée jusqu'à la Cour suprême

de la province et, bien que les enseignants et enseignantes aient eu gain de cause, le gouvernement a décidé à deux reprises et à des moments différents de ne pas reconnaître ses obligations.

Les conventions collectives ne sont pas immuables. Elles sont à la merci des gouvernements. La MTS cherche à bâtir une fondation plus stable à son travail de négociation collective. Il poursuit en indiquant également qu'il importe de mieux informer les membres des organisations et de leur expliquer, par exemple, que leurs cotisations vont en partie à l'aide internationale.

Depuis 15 ans, l'éducation publique au Manitoba bénéficie tous les ans d'une augmentation de son budget. Le gouvernement a aussi imposé un plafond au nombre d'élèves dans les classes de la maternelle à la 4^e année. Pour ce faire, il s'est inspiré des résultats d'études menées par la MTS.

Quand le gouvernement ne nous met pas le couteau sur la gorge, nous avons le temps de réfléchir et de planifier. Quand le climat gouvernemental est toxique, la marge de manœuvre dont nous disposons est limitée. Quand les organisations de l'enseignement peuvent respirer, il leur devient possible de créer un climat politique et économique où la question des droits de la personne occupe la première place. Alors nous pouvons nous demander : que devons-nous à nos enfants et que nous devons-nous à nous-mêmes en tant que citoyennes et citoyens?





MICHAEL COOKE

Tenir la promesse

Michael Cooke nous a parlé de Tenir la promesse, une campagne de sensibilisation et d'action politique étalée sur deux ans et soutenue par la FCE et Campagne 2000. Menée pour les élèves, par les élèves et avec les élèves, cette campagne respecte le curriculum et les résultats d'apprentissage relatifs à la citoyenneté, au leadership et à l'action sociale. Entre autres retombées, elle favorise une meilleure compréhension du dossier de la pauvreté des enfants parmi les élèves, les enseignants et enseignantes, et le grand public; elle encourage l'exercice de la citoyenneté par les élèves et leur donne la chance de développer leur leadership; elle participe au travail d'organisations sœurs et permet la création de nouveaux réseaux d'élèves et d'enseignants et enseignantes; elle incite les parents et le public en général à s'engager, et renforce de façon générale la volonté de réduire la pauvreté chez les enfants à l'échelle communautaire; et elle fait pression sur les gouvernements pour qu'ils rendent des comptes de leur administration. Finalement, et ce n'est pas rien, elle met la question de la pauvreté sur l'échiquier à l'aube des élections de 2015.



HELEN KENNEDY

Égale Canada Human Rights Trust

Helen Kennedy a présenté plusieurs des programmes d'Égale Canada dont l'objectif est de créer dans l'ensemble du pays des écoles plus sûres et plus accueillantes pour les jeunes, les éducateurs et éducatrices, les administrateurs et administratrices, et les familles LGBTQ. Elle nous a fait prendre conscience du fait que les programmes généraux de lutte contre

l'intimidation et les autres programmes visant à créer des écoles plus sûres n'améliorent pas la sécurité des élèves LGBTQ. Parce que les élèves qui font partie des minorités sexuelles et de genre sont les cibles privilégiées de l'intimidation, Égale Canada a trouvé que 64 % des élèves faisant partie des minorités sexuelles et de genre ne se sentent pas en sécurité. Il est possible de rendre les écoles plus sûres en brisant les cycles du silence et de la stigmatisation, en contrant le harcèlement et en intervenant efficacement, en faisant mieux connaître les identités LGBTQ et en contrant l'hétérosexisme et le cissexisme dans nos écoles. Pour conclure, Helen Kennedy a cité l'administrateur d'une école qui commentait ainsi un atelier auquel il avait participé : « Fournir des milieux d'apprentissage plus sûrs et accueillants est la responsabilité de chaque éducateur et éducatrice. Le programme de formation est réellement éclairant et grandement apprécié. »

« Si on veut construire une meilleure société, il faut vraiment tenir compte de ce que la science nous dit du développement du cerveau des enfants âgés de 0 à 5 ans. C'est à la fois intéressant et inquiétant. Sommes-nous prêts à agir? »

—Carol Jolin, président de l'AEFO

PAULINE THÉORET ET LE PROGRAMME IMAGINEACTION DE LA FCE

Bilan pancanadien : Les enseignantes et enseignants peuvent changer les choses et le font



Pauline Théoret a ouvert la séance en rappelant aux personnes participantes que le programme Imagineaction est le programme de justice sociale de la FCE. Lancé il y a seulement quatre ans, Imagineaction a déjà soutenu 424 projets scolaires auxquels plus de 100 000 élèves ont participé. Aujourd'hui, nous avons eu la chance d'entendre les présentations d'élèves et de membres du personnel enseignant qui sont au cœur de ce programme.

Le premier invité, Graeme Carlson, un élève qui a récemment terminé ses études secondaires à l'école polyvalente Lord Selkirk et le créateur du projet Ping Pong Positive, nous a raconté son histoire, très personnelle, et parlé de son appel à l'action. Il nous a expliqué qu'à l'âge de 13 ans, il a reçu un diagnostic de dépression et de trouble de la personnalité. Au fil des ans, Graeme a reconnu qu'en plus de sa famille et de ses amis, les spécialistes et les enseignantes et enseignants étaient pour lui des champions et championnes qui étaient toujours là pour lui rappeler ses multiples forces et talents. À son tour, il a eu envie de faire ce qu'il pouvait pour que d'autres, surtout ceux et celles qui souffrent peut-être en silence, reçoivent du renforcement positif; c'est ainsi que le projet Ping Pong Positive est né. Graeme nous a parlé d'un enseignant en particulier, M. Kevin Lopuck, qui, dans le cadre d'un cours sur les enjeux mondiaux, a invité ses élèves à réaliser un projet sur un sujet qui leur tenait vraiment à cœur. Cette occasion de se concentrer sur une problématique qui le passionnait, la dépression, a été un élément déclencheur pour Graeme. Et en plus d'avoir pu compter sur un enseignant inspirant et prêt à l'appuyer, Graeme a bénéficié d'un soutien pratique sous la forme d'une subvention d'Imagineaction.

JENNEFER NEPINAK

Musée canadien pour les droits de la personne



Responsable des programmes d'éducation du Musée sur les droits des Autochtones, Jennefer Nepinak nous a décrit les cinq volets des programmes scolaires du Musée canadien pour les droits de la personne (MCDP) : les programmes en ligne, les programmes d'action éducative, le programme à l'intention des éducateurs et éducatrices, le programme national à l'intention des élèves et les visites scolaires au Musée. À propos du soutien dont les écoles ont besoin, M^{me} Nepinak a parlé des résultats d'un sondage mené en 2012 par la FCE en partenariat avec le MCDP auprès des enseignantes et enseignants. [Traduction libre] « Les enseignants et enseignantes nous ont dit que la question des droits de la personne figure déjà aux programmes d'étude de la maternelle à la 12^e année, mais que c'est un sujet difficile à enseigner en raison de sa nature parfois délicate et même controversée. Et puis il existe beaucoup d'information, mais elle n'est pas coordonnée ni accessible en un endroit central. » M^{me} Nepinak conclut qu'en proposant une approche de l'éducation sur les droits de la personne qui soit inclusive et axée sur la collaboration, le MCDP espère s'imposer comme la principale source d'appuis, pour tous les niveaux, au programme d'éducation sur les droits de la personne en général et les droits des Autochtones en particulier.

La discussion a ensuite porté sur le cahier de discussion sur la pauvreté à l'intention des élèves de la 5^e à la 8^e année, intitulé *La pauvreté, qu'est-ce que c'est?*, une initiative du Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne de la FCE. Grâce à cette initiative, plus de 200 élèves ont maintenant participé à des discussions dirigées sur la pauvreté, dont les résultats serviront à l'élaboration d'un outil pédagogique qui sera disponible en septembre.

Les représentants et représentantes du Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne (Heather Smith, Ray Desautels, Gail Klinck et Jennifer Green) qui participent au projet *La pauvreté, qu'est-ce que c'est?* ont raconté des histoires touchantes sur l'effet transformateur de ce cahier et, en particulier, des conversations et des actions qu'il suscite. Gail Klinck a aussi mis chaque enseignante et enseignant présent dans la salle au défi de retourner dans son école avec les ressources et de participer à la campagne Tenir la promesse.

Enfin, nous avons discuté d'un autre projet d'Imagineaction, « Ma voix — Nos droits » (qui fait partie du projet « Canadiennes et Canadiens voués à la défense des droits de la personne » de la FCE, de plus grande envergure). Trois enseignantes ont présenté de charmants vidéos d'élèves de l'élémentaire ainsi que leurs propres histoires d'engagement à l'égard de la justice sociale grâce au soutien d'Imagineaction. Erin Dawe (NLTA), Liliane Masengo Kabamba (AEFO) et Lynzee Portfors (APEQ) ont lancé un appel à l'action passionné et décrit un éventail de projets inspirants menés avec les élèves ainsi que les effets de ces projets sur les élèves, la communauté et elles-mêmes. Leurs présentations ont mis en évidence tant le soutien pratique qu'Imagineaction offre aux enseignantes et enseignants que le pouvoir transformateur de l'engagement des élèves à l'égard de la justice sociale.

TABLE RONDE

En groupes, les participants et participantes ont discuté des questions suivantes en rapport avec la justice sociale :

- Le système d'éducation publique a-t-il un rôle à jouer dans l'éducation en matière de justice sociale?
- Le rôle serait-il différent selon qu'il s'agit d'une école élémentaire ou secondaire?
- Selon vous, existe-t-il des possibilités de soutien pour les enseignants ou enseignantes qui voudraient explorer une question de justice sociale?
- Avez-vous déjà participé personnellement à un projet de justice sociale de la FCE?
- Comment encourager une participation plus vaste aux projets de justice sociale de la FCE?

Dans tous les groupes, les participantes et participants ont réitéré la place que doit avoir la justice sociale dans l'éducation. Les commentaires allaient tous dans ce sens : « Les écoles sont les souches du changement social », « Les enseignants et enseignantes doivent pousser pour une plus grande justice sociale et faire opposition à la standardisation »...

Les groupes ont affirmé que la place centrale de la justice sociale dans l'éducation doit aussi être reconnue et entérinée par les programmes d'études universitaires, les curriculums et les programmes de perfectionnement professionnel. Comme l'a remarqué une participante, « une fois que l'étincelle s'allume, il faut l'entretenir. C'est le petit effort qui fait toute la différence! »

Si les participants et participantes ont reconnu que les projets sur l'équité doivent être adaptés à l'âge des élèves, ils ne pensent pas que le rôle des enseignantes et enseignants soit très différent d'un palier à un autre. En outre, certains participants et participantes ont fait remarquer que « les activistes de la justice sociale aiment généralement l'initiative personnelle et se méfient du préfabriqué et des plans de leçon imposés. Ils réagissent aux événements du jour et aux intérêts des élèves. »

Les participants et participantes au Forum se sont dits plus ou moins conscients des possibilités qu'ils ont de s'engager pour la justice sociale. Évidemment, ils étaient nombreux à connaître le programme Imagineaction, mais aussi les organisations et les initiatives comme Égale Canada, Tenir la promesse et Établissements verts Brundtland. Ils ont aussi souligné les ressources mises à leur disposition comme celles du Musée canadien pour les droits de la personne et de son site Web. Quand ils ont parlé de leur engagement personnel pour la justice sociale, ils ont mentionné leur travail avec Imagineaction, le Projet outre-mer, les écoles de l'UNESCO et leurs contributions à diverses organisations communautaires locales.

Une porte-parole de la profession enseignante a indiqué que « la FCE fait énormément de travail, mais qu'il est difficile de faire parvenir l'information aux enseignants et enseignantes ». Une autre personne a ajouté que « les ressources existent, mais qu'il faut que les conseils scolaires soient prêts à investir dans ces domaines ». Dans l'ensemble, les participantes et participants estiment qu'il faut encourager une plus grande participation dans les projets de justice sociale de la FCE en intensifiant la promotion auprès des organisations de l'enseignement et par leur intermédiaire (notamment par des présentations à l'occasion des AGA et des conférences, et par des communications aux déléguées et délégués syndicaux) et des conseils scolaires. Les autres avenues à explorer sont les programmes de perfectionnement professionnel, la mise en correspondance des enseignants et enseignantes qui participent à Imagineaction et au Projet outre-mer, et l'offre d'outils pour que le personnel enseignant puisse aussi faire la promotion d'Imagineaction.

Globalement, il est évident, d'après les discussions et même l'ensemble des échanges que ce Forum a rendu possibles, que les organisations de l'enseignement de tout le pays accordent une grande importance à la place de l'équité et de la justice sociale, qui doivent rester au cœur de l'éducation.



DR. DARREN LUND

Boucler la boucle

Pour finir la conférence en beauté, Darren Lund nous a laissé ces quelques réflexions :

Par ses commentaires, Paul Olson nous a rappelé que le Musée canadien pour les droits de la personne est ni plus ni moins une école qui s'inscrit dans notre engagement envers notre communauté. Les panélistes Michael Cooke, Helen Kennedy et Jennefer Nepinak nous ont rappelé, par leur engagement passionné, l'importance de lutter contre la commercialisation de l'éducation et la nécessité de faire passer l'éducation aussi par l'activisme. Toutes les organisations présentées font un travail absolument remarquable. L'utilisation de métaphores a aussi beaucoup ajouté à la qualité des présentations et la métaphore sur les semences plantées par le Musée pour faire pousser l'arbre de la connaissance a eu, auprès de Darren Lund, une résonance particulière.

Au sujet du programme Imagineaction, Darren Lund a tenu à féliciter la FCE pour son soutien à ces initiatives qui mettent vraiment les élèves au centre des activités. M. Lund a aussi particulièrement apprécié de voir ce que font des

enseignantes pour aider leurs élèves à suivre leur inspiration et à exprimer leur engagement.

Il a aussi parlé du Cahier de discussion sur la pauvreté de la FCE dans lequel il voit une chance de relancer un débat important, de dénoncer les mythes et d'amener les élèves à contribuer activement aux changements sociétaux. Il a félicité les enseignants et enseignantes qui ont le courage de donner un nom à la résistance à laquelle se trouvent souvent confrontés ceux et celles qui travaillent pour la justice sociale. On nous l'a rappelé à ce Forum, la justice sociale ne vient pas sans cout.

Darren Lund ne pouvait pas partir sans ajouter qu'il n'est pas d'accord pour dire que les jeunes sont les dirigeants et dirigeantes de demain. Il a précisé, d'un air taquin, qu'ils sont déjà les meneurs et meneuses d'aujourd'hui. En effet, s'il est une leçon que Darren Lund a tirée de sa carrière, c'est celle de la capacité qu'ont les enseignants et enseignantes de relâcher un peu la bride et de passer les rênes aux élèves pour qu'ils puissent nous guider. Décidément, l'influence des enseignants et enseignantes est sans limites.

« Le Forum de la présidente de la FCE nous a vraiment fait réfléchir. En ce qui me concerne, il m'a forcée à aborder certaines idées d'une nouvelle façon et m'a confirmée dans mes convictions sur le rôle fondamental de l'éducation publique qui est de promouvoir la justice sociale. Pourquoi? Parce que nous devons apprendre à vivre ensemble comme l'espèce que nous sommes, qui plus est, une espèce en péril. Nous devons être des citoyens bienveillants du monde. Tout le reste, nous l'apprenons bien un jour ou l'autre, mais la justice sociale arrive avant tout le reste. »

—Ann Hawkins, vice-présidente de l'OECTA